

Les travailleurs en ont marre !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 284

VENDREDI 12 OCTOBRE 1951

LE NUMERO :

20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

45 %
des électeurs
se sont abstenus
aux Cantonales

L'HEURE DE L'ACTION SONNE

Qui veut la misère ?

Qui veut la misère ? Qui s'acharne à maintenir les travailleurs prisonniers des salaires dérisoires ? Qui consacre ses efforts à établir la gêne dans les foyers ouvriers et paysans ? Qui est coupable du gaspillage généralisé interdisant à la grande majorité du peuple d'assouvir ses besoins essentiels ? Qui prive le peuple de la libre jouissance des acquisitions du progrès ?

Ces questions ont leur intérêt, bien que chaque travailleur, sans trop de peine, puisse leur trouver des réponses valables : Comment ignorer, en effet, les hausses successives édictées par les gouvernements, acceptées par les élus ? Comment ne pas constater que les trains de hausse font suite, sans cesse, aux « majorations légales et obligatoires » ? Après le vin, les pâtes alimentaires, le fromage, les œufs, l'acier, le charbon, voilà que sont « touchés » l'électricité, les corps gras, le sucre, le lait, la laine, l'aluminium, les engrais. Ce sont bien les gouvernements qui ont pris les mesures en cause, qui diminuent le niveau de vie des travailleurs de 20 % ! Alors ? Bien sûr, en raison de divergences sur les pourcentages de hausses entre les ministres intéressés, toute décision se trouve retardée... jusqu'après les élections cantonales et sauf en ce qui concerne la majoration des produits agricoles destinée à donner satisfaction à la clientèle « agriote » ! Qui se laissera surprendre par ces informations ? Qui pourrait ignorer que tous les politiciens, les Mayer, les Plevin, les Bidault, les Herriot, les Soustelle et les Marty s'unissent chaque fois qu'il s'agit de duper les électeurs ?

Etablir que les gouvernements et les parlementaires sont vendus au grand patronat, faire ressortir que les directives politiques émanent soit de Moscou, soit de Washington — suivant qu'il s'agit d'un parti de droite ou de gauche — démontre que tous les politiciens n'ouvrent que pour satisfaire leur soif de pouvoir et de privilège, voilà qui n'étonnera plus personne aujourd'hui !

Quoi d'étonnant, alors, que les gouvernants favorisent le maintien des super-profits dont ils bénéficient ?

Quoi d'extraordinaire que les politiciens, parlementaires ou syndicalistes prennent avant tout la défense de la hiérarchie sociale dont ils font partie ? Quoi de surprenant que tous les « fromagistes », politiciens, cléricaux et syndicaux fassent tout pour consolider un régime politique et un système économique dont ils profitent ?

Ce ne sont donc pas tellement les responsabilités qui sont difficiles à situer : le peuple sait souvent reconnaître ses véritables ennemis. Mais ce qui est essentiel, c'est de mettre en œuvre des moyens qui mettront fin au pillage. Ce qui est important, c'est de battre en brèche l'offensive de misère, de récession, de guerre que lancent les exploiters internationaux par l'intermédiaire de leurs valets français.

Lutter contre la misère, cependant, signifie lutter aussi pour le respect de la liberté : pour imposer la misère, il a toujours été nécessaire d'enchaîner le peuple, de lui enlever la liberté de se défendre. Au besoin, les exploiters vont jusqu'à jeter les peuples dans des guerres fratricides, absurdes et meurtrières, qui leur retirent toute possibilité de se retourner contre leurs vrais ennemis, unis sur le plan international par une sanglante complicité...

Au total, le combat pour le bien-être est solidaire de la lutte pour la liberté et la paix. Ce n'est que lorsque cette vérité aura été admise par chacun, qu'une offensive populaire, générale et décisive, pourra être victorieuse.

I. PROVENCE.

GRÈVES en ISRAËL

En Israël se font jour de curieuses conceptions économiques et sociales. Niveau de vie et productivité sont à l'ordre du jour à Tel-Aviv :

La Commission nommée il y a plus d'un an pour mener une enquête sur l'index du coût de la vie a fait savoir il y a quelques semaines qu'elle a fini ses travaux et qu'elle était prête à présenter les résultats dans quelques semaines. La nouvelle est une surprise pour tous ceux qui ont accordé à l'index du coût de la vie une place importante dans les discussions économiques il y a environ deux ans. Cette surprise n'est pas due au désintéressement mais simplement au fait que les conditions économiques actuelles ont fait passer le problème de l'index du coût de la vie au second plan. Ceux qui il y a deux ans affirmaient que les conditions ne se prêtaient pas à l'élaboration d'un index ne feront que confirmer aujourd'hui cette opinion.

L'élaboration d'un nouvel index est une tâche complexe et difficile

LES politiciens sans âme, les ministres sans imagination achèvent de discréditer, depuis quelques mois, le système parlementaire. Impuissance à tous les échelons de l'Administration, dégoût et indifférence dans les masses populaires.

Indifférence apparente et bientôt colère. Car les nécessités de la vie contraignent les hommes à sortir du simple refus : la classe ouvrière, classe la plus exploitée, et de loin, ne peut supporter encore longtemps de voir son niveau de vie abaissé. Des réactions violentes sont donc à prévoir. Les millions de travailleurs qui ne votent plus, qui ne font plus confiance aux partis, même aux partis socialistes ou communistes, ne sont pas pour cela des résignés. Mais ils ne voient plus d'issue à la situation présente, à leur misère et aux menaces d'esclavage total et de guerre totale.

Il faut donc que la minorité révolutionnaire qui constitue les militants de la Fédération Anarchiste soit à la hauteur de son rôle : réveiller la combativité populaire, lui montrer la solution possible et les voies à suivre.

Sinon, la situation présente peut être favorable à l'aventure fasciste. Quand M. Aurioi déclare qu'il n'appellera pas de Gaulle au pouvoir, c'est donc qu'il a pu en être question, qu'on y a pensé, que beaucoup y songent !

Dans les jours qui viennent et qui peuvent être décisifs pour de longues années, va se jouer le sort de la classe ouvrière en tant que collectivité consciente de ses possibilités et de ses droits, va se poser la question de la survie et du développement de ce sens de l'opposition et de la révolte qui manifeste, au sein des masses, les aspirations vers la liberté.

Des mois à venir peut sortir une classe travailleuse plus consciente, plus libre, plus exigeante, plus capable, reforgeant peu à peu sa volonté révolutionnaire. Peut venir aussi la morne résignation, l'ordre mort d'un fascisme étouffant.

Tout est encore possible

Il faut donc compter sur l'influence de la Fédération Anarchiste pour échapper à la résignation qui ne serait en définitive que la soumission à la politique de Washington, et pour ne pas sombrer dans la confiance aveugle en des partis comme le P.C.F. dont la politique est pour ou contre la classe ouvrière suivant les alliances de Staline (n'oublions pas le « retournez vos manches ») et l'opposition à l'échelle mobile en 1945).

Nous retrouvons là encore notre position « 3° Front ». Et c'est parce que nos militants sont à la pointe du combat, dans les usines, les quartiers, les universités, parce que notre « Libertaire » sera plus largement diffusé, que nous verrons les prochaines luttes sociales se dégager des influences politiques.

C'est ainsi que le combat ouvrier et paysan, les luttes quotidiennes pour les salaires, contre le patronat et l'Etat, retardent les préparatifs de guerre, sapent l'influence des blocs.

Tout se tient : la lutte pour les salaires, la lutte anticoloniale, la lutte contre la guerre.

Quand on sait quel est l'enjeu, quelles sont les menaces, quand on voit les organisations pacifistes enfin se retrouver et s'unir, on mesure toute l'importance de notre lutte.

Dénoncer, expliquer, rassembler, orienter, entraîner, voilà ce qu'il faut attendre de la Fédération Anarchiste.

Et au moment où les travailleurs commencent à ne plus croire aux promesses des politiciens, aux merveilles de la seule action syndicale, à nous de leur montrer que la voie des réalisations véritables passe par la révolution libératrice.

Il y a ceux qui rient au bluff et qui ne croient pas à l'efficacité de notre action. Ils oublient que nous sommes aujourd'hui les seuls à exprimer les aspirations des masses. Un exemple : la classe ouvrière veut l'échelle mobile, FONTENIS.

LA TRAGÉDIE DIPLOMATIQUE

Mensonges et Faux-Fuyants

D EUX points capitaux situent actuellement le caractère de la diplomatie mondiale : 1° la déclaration de Staline à propos de la bombe atomique.

2° L'obstruction soviétique à la remilitarisation « atlantique » de l'Allemagne.

La bombe de Staline

Les questions de la « Pravda » et les réponses du dictateur soviétique remettent sur le tapis la position de Grozny vis-à-vis du plan Baruch. On sait que le plan Gromyko prévoit la destruction des stocks atomiques existants dans le monde avant l'ouverture des frontières à un contrôle atomique qui s'accomplirait par le libre passage de délégués de puissances contractantes utilisant

tous les moyens de transports pour s'assurer qu'aucun gisement d'uranium n'est utilisé à des fins de guerre.

Le plan Baruch, lui, prend une position contraire. Il subordonne la destruction des stocks atomiques américains au recensement des forces militaires soviétiques et au désarmement de l'Armée Rouge.

Cette position est soi-disant justifiée par la formule suivante :

« Les Américains n'ont pas d'autre riposte que la bombe atomique contre l'Armée Rouge. »

Ayant connaissance de ces deux positions, il est très clair que la volonté américaine de « paix » est aussi diplomatique que le « pacifisme » soviétique. Les dirigeants de l'un et de l'autre continents voudraient-ils la paix, cette paix serait impossible, parce que les dirigeants américains ne peuvent vouloir qu'une paix américaine comme les gouvernements soviétiques ne peuvent vouloir qu'une paix soviétique.

En effet, c'est l'historique opposition des Etats qui se joue aujourd'hui dans le monde avec deux puissants Etats leaders qui entraînent dans leur orbite des satellites de deuxième et troisième zone. Le monde est fait ainsi. L'évolution des nations ne se fait qu'au détriment des nations plus faibles.

Prenons l'exemple de la Grande-Bretagne. Tant qu'elle a pu exploiter l'Inde, l'Iran, l'Afrique du Sud, elle l'a fait, retardant l'évolution industrielle de ces pays pour s'enrichir dans le commerce

et le trafic des matières premières. Ce n'est pas par hasard que le symbole de la Grande-Bretagne est un sac de laine !

Aujourd'hui, ce n'est plus possible, parce que dans le monde, malgré les assauts guerriers, malgré les manœuvres militaires, il y a un besoin d'indépendance chez ceux qui ont été trop longtemps brimés.

Malgré la propagande que l'« Humanité » fait en faveur du « pacifisme » soviétique, ce dernier n'est pas, ne peut être plus franc, moins hypocrite que le « pacifisme » américain.

ZINOPoulos.

(Suite page 2, col. 5.)

Qui veut la guerre ?

La guerre se déchaine toujours en Corée, en Indochine, en Malaisie. Des conflits grondent en Iran et en Egypte. Les massacres impérialistes s'accroissent dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. L'humanité angoissée, en proie à la misère due à la course aux armements, s'interroge : Pourquoi, une fois de plus, la tuerie universelle se prépare-t-elle ?

L'ARMÉE

A l'heure où trente-sept organisations (non inféodées aux blocs en présence) viennent de se fédérer spontanément pour barrer la route à la guerre, à l'heure où ces « forces libres de la Paix » suscitent parmi les hommes un réveil de vie et d'espoir, nous croyons devoir mettre à l'étude l'examen des causes mêmes de guerres, dresser le procès des coupables, porter devant l'opinion l'accusation de tout ce qui la rend possible, et dont la disparition seule peut assurer l'avènement d'une paix véritable.

La première de toutes ces causes, celle qui éclate aux yeux des plus aveugles (et que ses partisans même cherchent plus à justifier qu'ils n'osent la défendre) est l'instrument même de toute guerre : l'Armée.

Survivance d'un passé de barbarie et de crimes, elle trouve son prétexte dans la protection dont se réclame chaque pays, se justifiant ainsi de la conserver, l'entretenir et la développer.

Hypocrisie éhontée de toutes les nations dont le pacifisme exulte dès qu'il s'agit des autres et dont

le bellicisme se fait montre dès qu'elles sont en jeu.

Ce n'est pas d'hier que des esprits, dignes de ce nom, se sont élevés contre cette stupidité qui consiste à régler par les armes un combat incertain où la victoire échoit au plus fort et non au plus juste.

En réalité ce caractère hasardeux des guerres est plus illusoire qu'on ne le pense ; sans faire allusion ici au jeu des chancelleries, susceptibles d'équilibrer ou de faire pencher les plateaux de la balance — problème sur lequel nous aurons à revenir — il est plus aisé qu'on ne le croit de désigner par avance le vainqueur et le vaincu des guerres, car ils restent toujours les mêmes.

QUELS SONT LES VAINCUS ?

Le vaincu des guerres c'est celui qui la fait, qui en revient physiquement et moralement diminué, quand il en revient ! Incapable dans sa lassitude et son hébètement de revendiquer ses droits imprescriptibles à la vie : le vaincu des guerres, c'est le peuple.

Le vaincu des guerres c'est celui dont l'activité est suspendue, reléguée à l'avènement de temps meilleurs, bâillonnée pour des lustres : le vaincu des guerres c'est le Progrès (non celui, trop illusoire, de quelques nouvelles machines infernales, mais du progrès grand P, celui qui permet au niveau humain de s'élever à celui des découvertes faites en tous domaines).

(Suite page 2, Col. 3.)

M. LAISANT.

“A CHACUN SON BOCHE” !

Une polémique de R. Cavan

Nous ne nous faisons aucune illusion sur le but du rapprochement franco-allemand voulu par les Etats-Majors et les politiciens, mais la façon dont M. Tréno maltraite ce sujet dans un article du 19-9-51, nous a semblé, malgré les bonnes intentions supposées du rédacteur en chef du « Canard enchaîné », relever du coup de pied au croupion.

Ainsi quand M. Tréno écrit :

Oublier le passé ? Nous on veut bien. Mais à partir de quand le présent commence-t-il à être du passé et où Oradour n'est plus qu'un souvenir historique ? Il est des cas où ce délai s'appelle prescription.

Nous sommes d'accord, dans la mesure où, après avoir rappelé Oradour, on dit deux mots sur Hambourg, sur Dresde. Mais Tréno a oublié.

Et, ici, nous nous méfions des hémimémorables.

Où bien il a pensé que le rappel des sauvageries alliées sur l'Allemagne ne paraîtrait pas à ses lecteurs.

Et, ici, nous n'aimons pas les demi-sincères, marchands de papier ou pas. Surtout quand ils jouent aux pourfendeurs de mercantiles et aux pamphlétaires à qui on ne le fait pas.

Ce n'est pas parce qu'un article viole la vérité qu'il est dit satirique (quoiqu'en puissent penser certains « analphabètes » — comme dirait M. Albert Paraz, le maître — bien connu des petits cagoullards de « Rivarol »).

Quand on fait profession de mettre les pieds dans le plat, il faut éviter de

piétiner la vaisselle déjà foulée par les vaisseliers depuis quelques lustres, sinon ça devient monotone et les lecteurs s'abonnent à l'« Huma » ou à l'« Aurore » qui sont bien marrants, eux aussi, dans le même genre.

*

Mais revenons-en à l'article de notre humoriste estampillé qui s'adresse à présent directement à l'ami Fritz, allemand quelconque :

« Or, voilà qu'à peine redevenu homme, ta liberté te pèse et que, tout désorienté, tu recherches déjà ton troupeau. Sacré Fritz ! Pas chez nous qu'on verrait ça ! Notre P.C.D.F. n'a pas, lui, une nature de mouton, il sait où il va, tout seul, comme un grand. Pas ici que des partis de dictature obtiennent 60 % des voix aux élections. Les Français sont des hommes libres, le gouvernement ne fait pas ce qu'il veut. On a l'école laïque, nous ! C'est M. Tréno, du « Canard » et autres lieux, qui vous le dit, qui vous le sous-entend plutôt.

M. Tréno ne lit donc pas les journaux ? Il a bien raison, ça lui coûte de se relire. C'est toujours ça de gagné.

Mais il devrait bien se laver les yeux et se décrocher les oreilles avant de traiter les autres de crasseux et, comme disait l'autre ahuri, balayer un peu devant sa porte.

Surtout quand il dénonce l'amour immodéré de l'ami Fritz pour l'uniforme. Ce serpent de mer pour pamphlétaire essoufflé, cette tarte à la crème pour clo-

R. CAVAN.

(Suite page 2, col. 1.)

A TOUS !

Partout, que ce soit à Clermont-Ferrand, à Toulouse, Narbonne, Marseille ou Nice, tous nos camarades ont affirmé leur volonté de faire l'effort maximum pour maintenir les réunions, chacun tint à apporter son aide immédiate. Et déjà, une partie du versement demandé était couvert.

Au moment où notre organisation par la voix de son journal, étend son influence, et fait respecter sa force, que ses prises de position sur chaque problème social sont commentées et discutées dans tous les milieux et par la presse, à l'instant où l'Anarchisme reconquiert la place qu'il avait perdue dans la lutte d'émancipation des peuples, il devrait se voir baillonné par la disparition de son seul organe de presse ? Eh bien, nous répondons : NON ! Le « Lib » continuera. Outre les mesures sévères que nous allons appliquer dans la gestion, l'élévation du prix de vente du journal à 20 fr., il nous faut pour maintenir l'équilibre financier si difficilement réalisé un apport de fonds de 300.000 fr. pour faire face immédiatement aux augmentations qui viennent rompre cet équilibre.

Camarades, la vie du “LIB”

est entre vos mains !

Nous ne voulons pas encore une fois relancer la souscription, moyen usé et qui ne résout pas le problème s'il permet toutefois au journal de vivre. Ce que cette fois nous demandons au nom du combat, que nous menons, C'EST UN EFFORT ULTIME DE CHACUN, NON FOUR RENOUELER, MAIS POUR DEVELOPPER. Si avant la fin du mois chaque militant, chaque lecteur donnent 1.000 francs, nous aurons réalisé la somme nécessaire POUR ATTEINDRE L'EQUILIBRE et, surtout, être en mesure d'aller de l'avant. Ce qu'on déjà fait les groupes que nous citons plus haut, les autres le feront, nous en sommes certains.

Pour le comité national, le secrétaire à la gestion est René LUSTRE.

LE 16 NOVEMBRE

en soirée

AU PALAIS DE LA MUTUALITE

aura lieu la

GRANDE FÊTE ANNUELLE
DU “LIBERTAIRE”

Un programme de choix
vous sera offert

ENEZ NOMBREUX

R. DANIEL.

(Suite page 2, col. 6.)



CULTURE ET RÉVOLUTION



Surréalisme et Anarchisme

Déclaration préalable

SURREALISTES, nous n'avons cessé de vouer à la trinité : état-travail-religion, une exécution qui nous a souvent amenés à nous rencontrer avec les camarades de la Fédération Anarchiste. Ce rapprochement nous conduit aujourd'hui à nous exprimer dans le « Libertaire ». Nous nous en félicitons d'autant plus que cette collaboration nous permettra, pensons-nous, de dégager quelques-unes des grandes lignes de force communes à tous les esprits révolutionnaires.

Nous estimons qu'une large révision des doctrines s'impose d'urgence. Celle-ci n'est possible que si les révolutionnaires examinent ensemble tous les problèmes du socialisme dans le but, non d'y trouver une confirmation de leur idées propres mais d'en faire surgir une théorie susceptible de donner une impulsion nouvelle et puissante à la Révolution sociale. La libération de l'homme ne saurait, sous peine de se nier aussitôt, être réduite au seul plan économique et politique, mais elle doit être étendue au plan éthique (assainissement définitif des rapports des hommes entre eux). Elle est liée à la prise de conscience par les masses de leurs possibilités révolutionnaires et ne peut à aucun prix mener à une société où tous les hommes, à l'exemple de la Russie, seraient égaux en esclavage.

Irreconciliables avec le système d'oppression capitaliste, qu'il s'exprime sous la forme sournoise de la « démocratie » bourgeoise et odieusement colonialiste ou qu'il prenne l'aspect d'un régime totalitaire nazi ou stalinien, nous ne pouvons manquer d'affirmer une fois de plus notre hostilité fondamentale envers les deux blocs. Comme toute guerre impérialiste, celle qu'ils préparent pour résoudre leurs conflits et annihiler les volontés révolutionnaires n'est pas la nôtre. Seule peut en résulter une aggravation de la misère, de l'ignorance et de la répression. Nous n'attendons que de l'action autonome des travailleurs l'opposition qui pourra l'empêcher et conduire à la subversion, au sens de refonte absolue, du monde actuel.

Cette subversion, le surréalisme a été et reste le seul à l'entreprendre sur le terrain sensible qui lui est propre. Son développement, sa pénétration dans les esprits ont mis en évidence la faillite de toutes les formes d'expression traditionnelles et montré qu'elles étaient inadéquates à la manifestation d'une révolution consciente de l'artiste contre les conditions matérielles et morales imposées à l'homme. La lutte pour le remplacement des structures sociales et l'activité déployée par le surréalisme pour transformer les structures mentales, loin de s'exclure, sont complémentaires. Leur jonction doit hâter la venue d'un âge libéré de toute hiérarchie et de toute contrainte.

Jean-Louis BEDOUIN ; Robert BENAYOUN ; André BRETON ; Roland BRUDIEUX ; Adrien DAX ; Guy DOUMAYROU ; Jacqueline et Jean-Pierre DUPREY ; Jean FERRY ; Georges GOLD-FAYN ; Alain LEBRETON ; Gérard LEGRAND ; Jehan MAYOUX ; Benjamin PERET ; Bernard ROGER ; Anne SEGHES ; Jean SCHUSTER ; Clovis TROUILLE ; Et leurs camarades étrangers actuellement à Paris.

L'invité de la semaine

L'un des points qui choquent aujourd'hui le plus aisément les hommes les plus compréhensifs et animés de la meilleure volonté, c'est celui de l'égalité économique, inévitable dans la société de l'avenir.

Et cependant, dans un pays comme la France, en 1951, l'égalité économique serait non seulement une solution « juste », mais à vrai dire, la seule possibilité techniquement réalisable, permettant de mettre en œuvre toutes les richesses existantes et tous les moyens de production.

Les vues exposées ici sont assez schématiques, mais il faudra un petit nombre d'années pour faire passer ce schéma sur le plan des réalités, dont la structure est difficile à prévoir aujourd'hui.

La chose aurait été plus difficile, et peut-être impossible avant 1914, époque où les richesses existantes étaient plus faibles, d'une autre nature et surtout où la transformation des productions aurait été très lente.

Voici les données du problème. Selon les estimations de notre ministère des Finances, le revenu national était de 10 mille milliards de francs en 1950. Certains économistes ont évalué le dit revenu à 14 ou 15 mille milliards. Mais restons au chiffre de 10 mille milliards, dont moins de 10 % se rapporte à la production de luxe.

Rappelons qu'avant 1914, le revenu national était de 28 milliards-or ; soit un peu plus de 5 mille milliards d'aujourd'hui, dont 30 % pour la production de luxe.

Si l'on partageait le revenu d'une manière égalitaire, on pourrait donner à chaque famille de quatre personnes, un revenu de 1 million par an, pour commencer.

Pour commencer. Car, dans ces conditions, aucun obstacle « financier » ne s'opposait à l'expansion de la production, celle-ci pourrait aisément doubler en un ou deux ans. C'est M. Dauty-Lafraisse, président du C.N.O.F., qui le dit. Il n'y a que dans le système de « la production pour le profit » que cette expansion est impossible, car l'abondance des biens tue le profit, moteur de la production.

La production doublant, les revenus doubleraient de même : soit deux mil-

DESIREUX d'offrir à nos lecteurs un vaste aperçu sur l'évolution contemporaine des conceptions, nous entreprenons à partir du présent numéro de publier les apports idéologiques de personnalités du monde intellectuel, artistique, etc., relatifs à des questions d'intérêt général.

M. A. Vexliard, économiste et psychologue, a bien voulu inaugurer la présente chronique en nous confiant un texte sur « L'égalité économique en 1951 ». Bien que les thèses qui nous sont soumises demeurent sujettes, sur certains points, à discussion, elles méritent l'examen en témoignage, d'être prises en considération.

Il reste bien entendu qu'aucun texte inséré ne saurait engager la responsabilité de la Fédération Anarchiste.

lions par famille au bout de un ou deux ans. Et dans dix ans, rien ne s'oppose à ce que production et revenu aient quadruplé ou quintuplé. En fait, il faudra quelques années pour modifier la structure de la production. Aujourd'hui, cela va très vite.

Un exposé, moins schématique, comporterait des précisions sur quelques inégalités subsistant selon l'âge (enfants) ou qui permettrait de donner aux adultes isolés, un revenu supérieur. — 250.000 fr. au début, — il faudrait aussi tenir compte des renouvellements du matériel.

Mais l'erreur la plus importante de ce calcul provient du fait que, pour le rendre plus accessible, nous l'avons présenté sous la forme capitaliste, monétaire.

Or, une évaluation en nature, tenant compte des multiples gratuités qu'il aurait été possible d'instaurer dès l'origine (pain, transports, éclairage, chauffage, habitat), aurait fait ressortir une part familiale de richesses, bien plus considérable que celle évaluée en monnaie.

Si utopique que puisse paraître ce projet, nous sommes bien plus près de sa réalisation que d'une « revalorisation » des salaires.

En effet, le capitalisme, dans la phase très avancée de sa décomposition que nous traversons, a été obligé, sous la pression de faits objectifs, d'instaurer les cadres d'une répartition égalitaire, et de certaines gratuités.

Notons d'abord, le fameux « rétrécissement de l'éventail des salaires », contre lequel ne prévalait aucune loi. Ensuite, l'extension des allocations diverses et de la sécurité sociale (si in-

La lutte de libération indonésienne ne tend pas seulement à l'élimination politique de l'impérialisme mais également à la suppression de l'exploitation économique et à l'obtention dans la nouvelle société du droit à la vie.

TAN MALAKA, révolutionnaire indonésien.

LIBERATION ET REVOLUTION

Sérions les débats : il est évident qu'une Révolution nationale moderne n'est pas sans avoir des incidences économiques. Le transfert de la souveraineté et de l'autorité politique aux leaders indigènes modifie sans nul doute les conditions d'exercice de l'exploitation économique capitaliste. La crainte de la surimposition fiscale suivie de l'expropriation totale, incite d'ailleurs les financiers à investir leurs capitaux dans un pays colonisé à ne pas céder la place sans résistance. Cependant, il est prouvé, et certains l'ont compris (1), que le transfert de la souveraineté et de l'autorité politique ne constitue pas, en lui-même, une victoire du peuple : il est tellement évident que la vie économique d'un pays peut être grevée de multiples manières par les détenteurs autochtones ou étrangers, de fonds d'investissement, que l'on peut délibérément affirmer ceci : la seule indépendance nationale, la seule indépendance politique, n'ont pas de signification positive pour les classes non-souffrantes. Dissocier les objectifs politiques, économiques et sociaux de la lutte de libération

CONCLURE notre étude traitant de la position anarchiste et des problèmes nationaux, sans aborder une ultime question, eût été par trop limiter notre propos. Formulons donc une dernière interrogation à laquelle nous répondrons sans équivoque, résumant par avance l'accusation de machiavélisme qui pourrait être portée contre nous, par ceux mêmes que nous voudrions toucher : Nous affirmons notre volonté de combattre vigoureusement, sans dédaigner aucun concours, l'exploitation impérialiste et l'oppression colonialiste partout où elles se manifestent. Nous nous déclarons solidaires, ce faisant, des efforts consentis par d'autres que nous-mêmes, pour libérer les territoires occupés. Mais quel est en fait, notre but essentiel ? La lutte que nous menons ne serait-elle fondée que sur l'avènement d'une Révolution nationale destinée à chasser l'exploiteur étranger ? Cette lutte se terminerait-elle à la conquête du pouvoir politique par des meneurs indigènes ? Quel serait le régime que nous voudrions voir s'instaurer ?

populaire est, par conséquent, l'aveu d'une impuissance caractéristique, d'impuissance dont se révèlent atteints tous ceux qui ne pronent que la conquête d'un régime politique nouveau, sans être animés de la volonté de promouvoir une véritable révolution sociale. Ainsi, il nous appartient d'établir sans recours que la lutte de libération des peuples colonisés n'a de sens que sous-tendue par l'intention d'accorder au peuple de solides

garanties économiques et sociales. C'est dire que la Révolution ne peut être victorieuse sans dépasser les bornes de la Révolution nationale. Quelle forme d'action déduirions-nous de cet axiome révolutionnaire ?

Déjà, à plusieurs reprises, nous avons mis en relief le contenu de nos intentions immédiates. Nous avons écrit : « Pour tout ce qui concerne la défense des militants indigènes emprisonnés et

torturés, pour tout ce qui a trait à l'éviction des occupants militaires et policiers et pour tout ce qui est relatif à l'expropriation des magnats de la bourgeoisie au service du colonialisme, qu'ils soient indigènes ou non, notre action sera conduite AVEC, SANS OU CONTRE n'importe qui. Il va sans dire que nous ne compromettrons jamais notre but essentiel, la Révolution libératrice, et que jamais nous ne consentirons à couvrir de notre patronage les manigances que préparent les aspirants-exploiteurs nationalistes-étatiques. »

Ne pas couvrir, donc, du patronage révolutionnaire d'éventuelles menées nationalistes-étatiques signifie : tout mettre en œuvre pour que les préoccupations d'ordre social, relatives au combat pour le Bien-être, la Liberté et la Paix, prennent les considérations d'ordre politique dans l'esprit des militants anticolonialistes indigènes.

Mais il y a plus : le seul moyen de mettre les dirigeants nationalistes « au pied du mur » est de faire en sorte que pour les populations colonisées en voie de libération, la conquête de la justice sociale soit la pierre de touche de la sincérité des « libérateurs » : recherchant l'équité sociale à travers la Libération nationale, les peuples ne seront guère disposés à sacrifier leurs aspirations égalitaires à l'instauration de régimes autocratiques nationaux : la voie sera ouverte à l'avènement d'une société libératrice, seule susceptible d'assurer la paix, le bien-être, la liberté, à chacun d'une manière égale.

Ainsi, loin d'être un obstacle à notre progrès en pays colonisés, notre programme d'action sociale doit être, au contraire, le facteur décisif qui nous entraînera à la victoire. Enseignons au peuple à revendiquer pour ses intérêts propres et aucune autorité, fût-elle nationale, n'y résistera totalement et longtemps. Telle est, au total, la voie qu'emprunte le combat révolutionnaire, le nôtre.

Claude LERINS.

N.B. — Bibliographie : Cf. Michélet (tome III, « Histoire de la Révolution »). La position anarchiste et les problèmes nationaux, voir : Michel Bakounine (« La Révolution Sociale ou la Dictature militaire », pp. 84 à 88) ; Voline (« Révolution inconnue », pp. 520-521) ; Camille Berneri (« Guerre de classes », pp. 9 et 10) ; Cf. Le « Libertaire » n° 281, 282 et 283. Cf. la brochure « Le Partisan » de Tan Malaka. Voir aussi « Monde ouvrier », 24 quinzaine de septembre.

L'ECRAN ET LA VIE LES MAINS SALES

HUGO est un jeune membre du Parti, il brûle de prendre part à une action directe. Il sera chargé de tuer le chef du Parti, Haderer que l'on accuse de « social-traitrise » à cause de la politique qu'il veut faire suivre au Parti. Les deux hommes se prennent d'antipathie l'un pour l'autre, et Hugo ne songera plus à tuer Haderer, s'il ne le surprendrait avec sa femme. Le meurtre commis, Hugo est allé en prison ; cependant le Parti change précisément sa politique. A sa libération, Hugo, qui ne veut pas oublier le passé, remonter son crime, qui, par conséquent, reste « non-récompensé », tue par les envoyés du Parti. Cette histoire mélodramatique est le sujet des « Mains sales », pièce de Jean-Paul Sartre.

Cette pièce a été portée à l'écran avec la collaboration même de Sartre. La tournure générale du film, les petits changements, les additions sont donc intentionnelles.

Dans un tel film, la construction dramatique, l'interprétation, la réalisation technique sont vraiment de peu d'importance. Autrement graves sont les problèmes qu'il pose. Il est en effet remarquable que si le film est manifestement dirigé contre le Parti Communiste on ne parle jamais de la gauche du Parti Proletarien. Sartre opère ainsi la réduction du prolétariat à un seul parti. Il lui sera plus commode ainsi, sous couvert de condamner le Parti Communiste, de fêter le discrédit sur tous les partis ouvriers. Or, cette attitude, en fin de compte, n'est pas d'une méfiance de tout dogmatisme partisan, il s'agit plutôt de brouiller les cartes, de tendre vers le mépris des partis, cette situation faussement au-dessus des partis propres aux Gaullistes.

Il s'agit d'aler au public toute confusion en des organisations révolutionnaires et leurs membres. Certes, Sartre ne nous donne pas du Parti l'image d'une masse indifférenciée — il n'est pas à ce point maladroit — mais il réduit ce Parti Proletarien à deux hommes, laissant les autres acteurs du drame dans une pénombre fort bien ménagée. De ces deux hommes subjectivement dévoués à la cause révolutionnaire l'un, Hugo, est un petit bourgeois idéaliste qui rêve de pureté métaphysique — « un véritable anarchiste » nous souffle Sartre à l'oreille — l'autre, Haderer, bureaucrate blasé, ne relève pas d'un mépris qu'il « est plongé jusqu'au cou dans la merde et le sang ».

Les journaux stalinistes ont agoni d'injures ce film ouvertement antistalinien. Mais ici, l'anti-stalinisme nous semble trop frêle pour que nous puissions songer un seul moment à l'adopter.

Georges GOLDEYAN

BILLET DU MILITANT

Agir aujourd'hui

AU début du siècle dernier lorsque le capitalisme naissant prit en main l'organisation industrielle de la production, il apporta autant par ses méthodes de travail intensif que par la rationalisation et la

mécanisation une augmentation constante de produits et d'objets divers.

Malgré les abus tant économiques que sociaux qu'il perpétua, il offrit aux travailleurs la possibilité de se produ-

ire dans une mesure variable le trop plein de cette production.

Dans un but de lucre, accaparant toutes les découvertes, il créa en dehors des produits de première nécessité, des produits nouveaux, et, de ce fait, il provoqua chez les hommes de nouveaux besoins.

Si, par son exploitation féroce, par ses injustices criardes, il fit naître chez les travailleurs un esprit de classe et chez certains d'entre eux un désir d'émancipation sociale, il forgea par contre-coup le plus sûr maillon de notre chaîne : le goût insoufflé de la commodité, du superflu, du confort.

Ce goût très légitime en soi, couramment invoqué pour abattre le capitalisme qui, aujourd'hui le restreint, nous lie davantage à lui. Plus fort que les préjugés, les traditions, les religions, plus redoutable que les polices et les armées, il est devenu en exacerbant nos egoïsmes le plus grand obstacle entre notre conscience et notre volonté d'émancipation. Il est devenu le plus sûr garant de notre esclavage, de notre soumission à l'égard du capitalisme présent comme des Etats qui prétendent lui succéder.

Ce goût agissant sur nous à la manière d'un stupéfiant, prend un caractère physiologique qui neutralise nos plus saines aspirations.

Il est la cause essentielle des échecs des grèves de ces dernières années, de la stérilité des mouvements révolutionnaires.

Le besoin physique de jouir pleinement de l'excédent capitaliste nous empêche de nous priver momentanément du superflu pour mieux abattre celui-ci.

Il est indéniable que nous disposons de nos jours d'un standard de vie beaucoup plus élevé que nos arrière-grands-pères, que nous disposons de loisirs plus étendus, de connaissances générales et historiques plus nombreuses. Pourtant ce qui était pour eux une vague aspiration, un rêve, un superflu en quelque sorte est considéré par la plupart des travailleurs d'aujourd'hui comme des nécessités dont on ne peut se départir, ne serait-ce qu'un moment.

Ce défaut, le capitalisme et le patronat qui l'ont créé incidemment ne l'ignorent pas et c'est un atout qu'ils apprécient à sa juste valeur. La hiérarchie, les différences de salaires reposent sur cette tendance et servent à l'affermir. L'intransigence des autorités devant les revendications, comme leur indifférence vis-à-vis de mouve-

ments révolutionnaires ont pour raison la certitude que le peuple est incapable de réunir les moyens nécessaires pour les contrer. Ils savent que le tabac, le coup de rouge, l'apéritif, le gaudin, le cinéma, la radio, la belle chambre à coucher pour certains, les voitures, les vêtements de luxe, les bijoux, la helote, le billard, la pêche, le vélo, le camping, les spectacles, le bal, etc., génèrent la régularité de leurs réunions et les mettront à l'abri de dangereuses conspirations. Qu'enfin le bon point dans l'entreprise, la situation, le grade, qui permettront quelques commodités supplémentaires tempéreront leurs ardeurs subversives.

Que tous ceux qui veulent couvrir franchement et courageusement pour renverser ce monde absurde, inique et pourri et le remplacer par une société communiste libératrice se pénètrent bien de la certitude « que c'est de tout son poids qu'il faut peser dans la balance » immédiatement et non seulement le jour de l'insurrection comme le pensent certains naïfs. Celle-ci sera dans la mesure où nous nous y serons préparés. Pour nous révolutionnaires conscients, la Révolution Sociale est commencée. Le jour où parlera la force, l'essentiel, la pêche, le plus ingrat du travail devra déjà avoir été fait.

Louis BLANCHARD.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
AUTRES PAYS
AN : 1.000 FR. — 6 MOIS : 500 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e.
P. ROCHON, imprimeur.

L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE

vue par
A. VEXLIARD

litaire, seule forme de la justice sociale.

Et si un directeur d'usine refuse de faire son travail pour une rémunération égale à celle de « l'homme-balai » ? Eh bien, on lui offrira le balai ! D'ailleurs, aujourd'hui, certains ingénieurs gagnent moins que les ouvriers sous leurs ordres. Échange-raient-ils leur place ?

Au surplus, toutes ces mesquineries n'auront plus de raison d'être objective, dans la société de demain. Et c'est en poussant les revendications vers les gratuités déjà existantes et vers les revenus sociaux sans contrepartie (et non du côté des salaires) que l'on hâtera son avènement.

LE RIDEAU ROUGE

Au théâtre de l'Œuvre

La Maison de Bernarda

Il y a quinze ans que « L'Escouade Noire » vint au petit jour à la maison de Rosales pour arrêter Federico Garcia Lorca. A Vénar, il fut déshabillé un jour ou deux à la Colonia et puis gâté. « Il y a eu crime dans Grenade », dira le poète Machado, oui et quel crime !

Pendant ces quinze années Lorca a été de plus en plus cité et ses œuvres n'ont cessé de se répandre et de gagner tous les auditeurs. Il était parmi nous à « l'Œuvre », avec sa tragédie « Maison de Bernarda » et toute la salle était empoignée par le déroulement implacable de cette tragédie, exacte et contrastée comme une toile de Goya.

La maison de l'étrange et dominatrice Bernarda est située dans la partie la plus sauvage de l'Andalousie, la région des Alpujarras. L'andalous, commence le jour des obsèques de l'époux de Bernarda. Nous voyons Bernarda revenir du cimetière accompagnée de ses cinq filles, toutes en âge de prendre épouse. Maintenant, c'est la veuve qui va régner en maîtresse absolue et faire subir son implacable autorité sur tout le monde, filles et valets. Lorsque l'une des filles sera déshonorée en mariage, les haines de ses sœurs et leur besoin d'air libre déclencheront le drame. La despotesse Bernarda, aveuglée par son orgueil, en tentera de pousser l'une de ces malheureuses au suicide.

Ce qui domine dans ce spectacle c'est moins l'action dramatique que tous les détails domestiques de cette vie monacale où évoluent la mère, ses filles et ses servantes.

ici l'art de Lorca n'est plus de nous montrer une maison d'Andalousie, mais de nous y faire vivre pendant trois actes. Dès les premières scènes nous constatons le soin de l'auteur à décrire avec la précision d'un folkloriste, les aspects rituels de son Andalousie. Le texte garde un ton naturel, il enlève ce qui est là la qualité déterminante de cette admirable pièce.

La distribution de ce drame ne comprend que des femmes, comme dans « Le Chant du Berceau » (cette autre pièce espagnole qui est toute lumière, alors que celle-ci n'est que ténacité). La haute qualité de l'interprétation réside dans la discipline de la troupe, qui comprend dix-huit rôles, tous parfaitement tenus. Cependant il faut souligner tout particulièrement Mesdames Sylvie (Bernarda), Germaine Michel, Liliane

VOUS POUVEZ-VOIR...

Hébertot. — Je vivrai un grand amour. Œuvre. — La Maison de Bernarda-Escorial. Porte-Saint-Martin. — Lucienne et le Bou-chier.

Saint-Georges. — Je l'aimais trop. Athènes. — La Mégère apprivoisée. Atelier. — Colombe. Vieux-Colombier. — La Nuit du Volador. Neuchâtel. — Survivre. AGRY.

SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

PEDAGOGIE

LOUISA DUSS : La Méthode des Fables en psychanalyse enfantine, 390 fr. (420 fr.). — Hans ZULLIGER : Les Enfants difficiles, 390 fr. (420 fr.). — S.A.T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.). — Dr LAURENCE-J. BEN-DIT : La connaissance du système de « la production pour le profit » que cette expansion est impossible, car l'abondance des biens tue le profit, moteur de la production. La production doublant, les revenus doubleraient de même : soit deux mil-

NES : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — XXX : Léon Jouhaux, voir l'homme, 40 fr. (55 fr.). — P. BESNARD : L'éthique du syndicalisme, 15 fr. (105 francs). — F. PELLOUTIER : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.). — E. ROTOT : Le syndicalisme, 15 fr. (22 fr.). — F.A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — V. GRIFFUELHES : Le syndicalisme révolutionnaire, 15 francs (25 francs). — G. VETOT : L'AEC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr. (30 fr.). — Paul CAMUS

CINEMA

Dr P. THEVENARD ET G. YASSEL : Le Cinéma, 15 francs (60 fr.). — L'Exotisme et le cinéma, 350 francs (395 fr.). — G. CHARENSOL : Panorama du Cinéma, 250 fr. (280 fr.). — EPSTEIN : L'Intelligence du Cinéma, 150 fr. (180 fr.). Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir au C.C.P. R. LUSTRE, 8032-34, 145, quai de Valmy, Paris (X^e).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à R. LUSTRE, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.P. 8032-34. — Paris.

SYNDICALISME

JEAN-JACQUES : Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.). — J. REN-

Appel au Mouvement Ouvrier

37 organisations fédéralistes, pacifistes et mondialistes, réunies en congrès à Paris, se sont mises d'accord sur un appel aux travailleurs. Cet appel est destiné à regrouper sur le plan de la lutte pour la paix toutes les minorités ouvrières désireuses de passer à l'action, d'une manière organisée, en liaison avec toutes les forces pacifistes libres du pays et même du monde.

La Fédération Anarchiste, pour sa part, accepte de se faire l'ardente intermédiaire de ce regroupement. Nos délégués ont d'ailleurs participé à la rédaction du texte adopté. Nous espérons donc, si chacun se met à l'œuvre, d'être en mesure d'informer nos lecteurs des progrès rapides de la cause de la paix. Que toutes les opinions sur cet appel nous soient donc communiquées ainsi que tous les ralliements ou toute critique. Chaque camarade anarchiste ou sympathisant, sur les lieux de son travail, dans son entourage, se doit de recueillir l'adhésion à cet appel, qu'elle émane d'individus, de minorités syndicales ou de groupements divers. Que chacun nous aide, en nous faisant parvenir des adresses, à opérer ce gigantesque recensement des bonnes volontés et une action générale, collective, de grande envergure, sera possible très bientôt.

ACTION DIRECTE POUR LA PAIX

Devant les progrès quotidiens des forces de guerre dans le monde et l'éparpillement des efforts destinés à imposer le maintien de la paix, les organisations pacifistes réunies les 28, 29 et 30 septembre à Paris lancent un appel pressant à tous les travailleurs (organisés ou non et aux responsables syndicaux).

Convaincues que le relèvement de la condition d'existence des travailleurs restera une utopie tant que la majeure partie des ressources et des activités mondiales seront consacrées aux œuvres de mort.

Constatant la faillite avérée des gouvernements à mettre en échec la misère.

Persuadées que seule l'action directe et généralisée des masses laborieuses, (grèves générales et tous autres moyens efficaces) peut dresser un barrage effectif à la préparation morale de la guerre.

Appellent les travailleurs à l'action immédiate en vue des objectifs suivants :

1° Refus absolu de se soumettre aux menées bellicistes de l'un et l'autre bloc.

2° Action coordonnée pour imposer l'arrêt immédiat des hostilités, et un règlement pacifique de tous les conflits en cours : Corée, Indochine, Malaisie, Iran, etc...

3° Pression constante des peuples sur les gouvernements pour imposer le désarmement général, aussi bien unilatéral qu'universel, sous le contrôle des associations de travailleurs et des mouvements pacifistes.

4° Campagne pour l'ouverture des frontières en vue d'assurer la libre circulation des hommes, des idées, des informations et des marchandises.

En vue d'un travail coordonné sur ces bases, leur demandant de prendre contact avec les signataires.

FORCES LIBRES DE LA PAIX (Groupement Fédératif).

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Action unitaire contre les curés

NOUS avons expliqué pourquoi nous défendons l'école laïque. Nous n'y reviendrons pas, le moment n'est pas aux vaines polémiques. La tâche primordiale aujourd'hui est la défense de cette école laïque.

La situation, en effet, est très grave, car après avoir subventionné les établissements cléricaux du 2^e degré le Parlement est tout prêt à accorder des sommes importantes aux écoles confessionnelles du premier degré.

Le curé devient roi. Partout les associations cléricales fleurissent. Dans le « J. O. » n° 231 (p. 10008) vingt-six nouvelles associations de ce genre sont déclarées :

Ici c'est : « l'Association d'éducation populaire de Thouraré. But : gestion financière et soutien des écoles libres ».

Là c'est : l'Association familiale d'éducation populaire de Capennefort. But : gestion et administration des intérêts matériels et moraux des écoles libres... etc...

Devant cette menace précise, il faut réagir ! Un vaste regroupement doit faire face aux curés et aux parlementaires.

Le Syndicat des Instituteurs, la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'école publique, la Ligue de l'Enseignement se sont unanimement dressés pour demander l'abrogation de toute mesure antilaïque et de la loi Barangé.

Le conseil national du S.N.I. se sera réuni quand paraîtra cet article. Il aura déterminé les moyens de lutter ; il aura, espérons-le, décidé d'entraîner le corps enseignant dans une grève qui, répétée-le, devra être une grève offensive ! (Décision du congrès de St-Malo).

D'autres moyens d'action sont des à présent mis en œuvre :

1° PETITION POUR LA DEFENSE DE L'ECOLE LAIQUE QUI DIT NOTAMMENT :

« Les Françaises et Français soussignés affirment leur attachement à l'école

L'ENFER COLONIAL

LA GRANDE MISÈRE DES OUVRIERS D'ALGÉRIE

LES conditions de vie du travailleur nord-africain exilé en France sont déplorables. On lui donne les plus durs travaux (forge, terrasse) on le paye le moins possible. On l'exploite au maximum dans les mauvais hôtels où il loge et on s'efforce de le faire passer aux yeux de ses camarades français pour un brigand.

Les conditions de vie du travailleur nord-africain dans son propre pays sont encore plus déplorables.

En Afrique du Nord la vie est aussi chère qu'en France, l'Algérie a l'obligation de s'approvisionner sur le marché français à des prix élevés et les produits de consommation augmentent à cause de taxes sans cesse croissantes.

Les travailleurs indigènes d'Afrique du Nord touchent des traitements ridiculement bas et ce qui est plus grave, c'est que l'élément fondamental de la législation coloniale est fondé sur une discrimination raciale.

Tout est fait de manière à favoriser la minorité française et quelques privilégiés.

Tout est fait pour diviser les travailleurs.

Là-bas, plus qu'en France, la hiérarchie arbitraire est un véritable fléau. Les gros colons réactionnaires la maintiennent et l'accroissent au maximum pour mieux diviser les ouvriers.

En France où le coût de la vie était à peu près identique, il avait été fixé à 87 francs et 74 francs pour la dernière zone.

Ces minima de misère ont leur in-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

UNITÉ OU TORPILLAGE ?

Q'U'IL y ait des gens, dans les milieux ouvriers, qui craignent l'Unité d'action, cela chacun le sait. Mais, chacun sait aussi que tous les diviseurs essayent de se faire passer pour d'authentiques défenseurs de l'Unité.

Les dirigeants cégétistes ? Ils ne parlent maintenant que d'Unité, ne prononcent plus que Comités d'action à la base, ne jurent plus que par les « Syndicats uniques » ! Et pourtant... On a pu constater que les chefs cégétistes n'avaient pour but que le torpillage de l'Unité, le noyautage, des comités à la base, l'accaparement des « Syndicats uniques » !

Les dirigeants F.O. ? Alors que la C.G.T. revendiquait 23.600 fr. mensuels pour 173 heures de travail, F.O. n'a demandé que 23.670

francs pour 200 heures. Voilà bien la volonté d'unité ! Mais il y a plus : déjà F.O. se détourne de la revendication ouvrière. S'adressant au gouvernement, F.O. demande « la répression des hausses de prix injustifiées », tout en saisissant « le Comité national du Patronat français en vue de la création d'une caisse de garantie des salaires », F.O. précise, en outre :

LA ROCHELLE LES CHEMINOTS DONNENT L'EXEMPLE

LA Rochelle se crée un syndicat unique C.G.T. - C.F. T.C.-Autonomes - F.O.-Inor- ganisés. Voici le « communiqué initial dont chacun reconnaîtra la portée :

« Les roulants du dépôt de La Rochelle appartenant aux diverses organisations syndicales et inorganisés se sont mis d'accord sur un programme commun pour former une section syndicale unique.

Un bureau provisoire a été désigné par les camarades présents. Il se propose, comme tâche première, de réaliser l'unité pour l'obtention des 23.600 avec répercussion sur les primes et indemnités, la suppression des abattements de zone, la réunion immédiate de la commission des conventions collectives avec TOU- TES les centrales syndicales, l'échelle mobile et la péréquation intégrale et automatique des re- traites.

Tout en œuvrant pour réaliser un programme commun, ils rechercheront les moyens de faire respecter intégralement la réglementation du travail en luttant contre les compressions de personnel.

Ils étudieront ensemble les points sur lesquels les centrales syndicales ne sont pas d'accord et chercheront à aplanir toutes difficultés possibles pour réaliser au plus tôt l'unité totale.

Une prochaine réunion sera fixée au cours de laquelle sera désigné un bureau définitif.

Cette section syndicale unique ne dispense en rien l'appartenance syndicale aux autres fédérations, mais doit servir de trait d'union pour réaliser l'unité totale.

LE COMBAT OUVRIER

Comme nous le prévoyions dans le dernier « Combat » l'effervescence revendicative s'est considérablement accrue ces jours derniers. Les centrales syndicales s'étant enfin rendu compte que les querelles de boutiques ne payaient pas, se sont soumise sur le plan de l'unité au désir des travailleurs. Résultat : l'ère de l'apathie semble devoir céder la place à une volonté d'action unie des exploités.

Il était nécessaire que les travailleurs s'unissent et entrent en lutte au moment où le syndicat patronal se refuse à accorder aux métallurgistes des augmentations supérieures aux 15 % du 14 septembre.

Déjà, devant l'action unie des ouvriers certains patrons ont dû capituler et accorder des augmentations supérieures à celles préconisées par leur groupe.

L'énumération des succès enregistrés cette dernière quinzaine serait trop longue à faire ici. Bornons-nous donc à ne retenir que les plus marquants.

Chez Salmson, à Argenteuil, en refusant de faire des heures supplémentaires, les ouvriers obtiennent des augmentations portant le salaire du manoeuvre à 139 fr. horaires et celui de l'O.S. à 159 fr.

Chez les ouvriers de l'entreprise de bâtiment Cécarrini obtiennent, par leur lutte unie, 35 % d'augmentation de salaire.

Les travailleurs des Pâtes alimentaires de la région parisienne obtiennent 15 % pour le personnel adulte et 22 % pour les jeunes.

À la C.I.M.O.F. de Courbevoie, les manoeuvres gagneront 158 fr. de l'heure.

À la M.A.P. de Saint-Denis et d'Argenteuil, les ouvriers obtiennent 30 % d'augmentation.

30 francs viennent s'ajouter au salaire horaire des travailleurs de la « Remington » de Lyon.

30 francs aussi à ceux du « Clat Logis » (?) de Montreuil.

40 francs aux professionnels de chez « Guy » à Givors.

Les travailleurs nord-africains de la Société Chimique des Mureaux ar- rachent 27 fr. d'augmentation horaire.

Mais décidément la liste des infor- mations qui nous parviennent est trop longue et la page 4 de notre « Lib » ne suffirait pas à leur énumération même laconique.

Voyons donc, à présent, ceux dont la lutte n'a pas encore abouti au suc- cès.

Chez Astra, à Asnières, où les travailleurs sont en grève depuis 15 jours, on étudie les propositions patronales. Cependant, les grévistes les considérant insuffisantes, il est probable que l'action ne s'arrêtera que lorsque la direction sera disposée à satisfaire leurs revendications.

Un peu partout dans les mines, les travailleurs du sous-sol agissent pour que la 1^{re} tranche de leurs revendications soit satisfaite. Ils exigent une augmentation minimum de 50 fr. par jour, aucun salaire journalier in-

« Cette caisse doit compléter les ressources des salariés dont la durée du travail n'est pas suffisante pour leur assurer la garantie du minimum mensuel. » (Réunion du bureau F.O. 28-9-51). Quelle manifestation d'unité revendicative, n'est-ce pas, que de tout espérer de la bonne volonté patronale ?

Les chefs C.F.T.C. ? ceux-là font preuve de « courage ». D'accord pour l'Unité d'action, disent-ils, mais à condition que seuls les « chefs-majors la pratiquent » ! Les « chefs-majors » n'entendent pas, bien sûr, perdre des troupes au sein d'un véritable courant d'unité !

Nous en sommes là. Plutôt nous en serions là, dans l'inertie et la mauvaise foi, si nous n'allions pas plus loin que ces mes- sieurs les chefs syndicaux ! Répé- tons que tout dépend encore de la base. Disons bien haut qu'en face d'une base résolue à défendre ses véritables intérêts, aucun

torpillage ne peut réussir. Affir- mons vigoureusement, une fois de plus, qu'il faut demander aux ou- vriers, autre chose que d'aller tî- rer les cordons des sonnettes mi- nistérielles et patronales ! Insis- tons à nouveau, sur le fait que les alliances d'états-majors sont val- nes, si la base ne répond pas, pour conquérir quoi que ce soit...

Unité ? Toujours d'accord ! Plus que jamais d'accord ! Mais Unité à la base, unité sans exclusive au- cune, unité sur des revendications précises et saines, unité pour une action générale et décisive, unité, enfin, par dessus les barrières ar- tificielles des étiquettes et des par- tis-pris. Unité, surtout, avant qu'il ne soit trop tard !

Les 23.600 fr. pour 173 heures mensuelles, les 26.350 et 152 fr. de l'heure, peuvent être des étapes. L'échelle mobile doit aussi servir. La suppression des abattements de zones également. La base peut- elle vouloir autre chose que l'Unité d'action ? A nous de prouver le contraire !

Charles DEVANÇON.

Commerçants et Ouvriers

L'UN des plus importants che- villards de France, Pierre Besançon, sera jugé cette semaine à Belfort, pour une grave affaire de fraude économique se montant à plus de 121.000.000 de francs.

Deux jeux de bons de livraison accompagnaient les bêtes, un pour les animaux vendus régulièrement, l'autre pour les bêtes non comptabilisées. Celui-ci, qui portait la mention « livré en surplus de la commande » pour le cas de contrôle en cours de livraison, était détruit par la suite.

Le trafic portait sur environ 500 millions de francs et n'a été décou- vert qu'au bout de deux ans.

« Sous la direction d'un vétérinaire de la Préfecture de Police, il a été procédé à la vérification des bou- cheries et triperies installées sur les marchés de Sceaux, Châtigny, Mala- bry et Antony.

Quatre kilos de viande, trois la- pins, seize kilos d'abats, reconnus impropres à la consommation, ont été détruits.

Huit boucheries seront poursuivies pour tromperies sur la marchandise ou sur le poids ; deux pour hausse illicite et deux pour avoir mis en vente de la chèvre sous l'étiquette « mouton ».

Voilà deux faits divers parus dans les journaux parisiens dans la seule journée de lundi. Et c'est du lundi au samedi que l'on peut lire, pour son édification, des faits semblables. Les commerçants parasites, gros ou pe- tits, pour s'enrichir, ne reculent devant rien, même pas devant l'em- ploi de la grève ! Chaque fois plus audacieux, plus hardis, ils sucent et ruinent le pays impunément avec la complicité des policiers de tous les partis et la protection des autorités. Pour un commerçant pris en flagrant délit de vol combien échappent et continuent « honnêtement » leurs trafics ?

Pendant ce temps les travailleurs peinent tout le jour pour un salaire de misère sous la garde, quand il le faut, des C.R.S. vigilants. Pour les travailleurs, il n'y a point d'accom- pagnement, ni avec la loi, ni avec le fisc. Pour eux point de truchement pour arranger les comptes ! Ils travaillent et payent les boulangers, les bouchers, les B.O.F., les marchands de chaussures, les vendeurs de vê- tements qui le volent consciencieuse- ment sur la qualité ou sur la quantité. La viande de 3^e choix à la production sur la qualité ou sur la quantité. La viande de 3^e choix à la production devient viande de 1^{er} choix à la con- sommation de même que les fruits, les légumes, les cuirs, les textiles et les ustensiles ménagers.

Mal payée par ses employeurs, la classe ouvrière enrichit néanmoins ceux que l'on nomme classes moyennes.

Il est temps que notre classe ou- vrière mette les commerçants au nombre de ses ennemis naturels et au même rang que les capitalistes dont ils sont quelque peu les cou- sins. Il est temps que socialistes, so- cialistes et sociaux-chrétiens cessent de tromper les travailleurs en fai- sant des commerçants, des victimes du régime au même titre que le pro- létariat. Nous, anarchistes, ne parti- ciperont pas à un tel mensonge.

ESSEN.

Chez Thomson (BOLIVAR)

GREVE au service d'entretien. Pourquoi ? S'agit-il seulement d'obtenir un rajustement des salaires de l'ordre de 20 % de l'heure ? Non ! Les travailleurs de la Thomson-Bolivar revendiquent surtout contre les cadences infernales imposées à chacun, homme ou femme, très durement. Les travailleurs de la Thomson n'oublient pas non plus de s'élever contre l'installation d'un MIRADOR dans l'atelier !

Vous avez bien lu : on veut remettre en vigueur les méthodes pratiquées autre- fois sous les régimes nazi et pétainiste — bureaux des chefs de service surle- vés — que sous le règne de Tilton-premier ! Maintenant, c'est d'Amérique que sont importées ces honteux procédés dits de « productivité » !

Surveillance, productivité, rendement, les portes des licenciements sont ouvertes : déjà des déclassifications ont lieu. Chez les boudineuses, des « compressions » vont être effectuées, portant sur les ou- vrières un peu plus âgées, qui ne peuvent pas, aussi bien que des jeunes, assurer un super-rendement et accepter une sur- exploitation !

15 % d'augmentation sont obtenus ? C'est notoirement insuffisant ! Dans l'intérêt, pour obtenir d'abord 7,5 % de plus et ensuite pour atteindre les 26.350 francs — 152 fr. de l'heure — que récla- ment déjà les fonctionnaires, passons à l'action.

Sinon, comme cela s'est vu, d'autres O.S.2 se retrouveront manœuvres, bôles, et le tout à l'avenant. Refusons les mé- thodes d'exploitation du « paradis » américain que l'on veut nous imposer !

G. MORVANDIAU.

F. D..., correspondant.